

rapport (p. 2240); Art 1^{er} : *Amendement de M. Bloch* (p. 2243); Art. 6 : *Amendement de M. Kaouza* (p. 2246); Art. 19 : *Amendement de M. Bloch* (p. 2251); Art. 1^{er} réservé : *Ses observations* (p. 2264); Art. 19 : *Ses observations* (ibid.); d'une proposition de loi de M. Lamine-Guéye portant organisation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances; en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 2256); Art. 7 : *Ses observations* (p. 2267).

ARCHIDICE (M. Georges), Député du département du Lot.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre : de la Commission des pensions civiles et militaires, des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (ibid.); de la Commission de la Constitution (A. de 1946, p. 365). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure, 2^e circonscription (A. de 1945, p. 36).

ARGENLIEU (M. Philippe d'), Député du département de la Sarthe.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138). Est nommé juré de la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 5 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'établissement et à la mise en œuvre d'un programme de voirie rurale, n° 360.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du fermage; Art. 15 : *Soutient un amendement de M. Moreau* (A. de 1946, p. 1296). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 460).

ARNAL (M. Franck), Député du département du Var.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de la défense nationale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : *Son amendement tendant à réduire de 10 0/0 le total des crédits du budget de l'armement* (A. de 1945, p. 736); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : *ARMEMENT discussion générale* (A. de 1946, p. 1460).

ARRÈS-LAPOQUE (M. Jacques), Député du département de Lot-et-Garonne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 396. — Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française; 2^o de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française; 3^o de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République fran-

çaise; 4° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République française; 5° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice »; 6° de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française; 7° de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française (collectivités locales), n° 885 (5^e annexe).

Interventions :

Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits : Art. 32 : *Ses observations contre l'amendement de M. Denais* (A. de 1946, p. 961); DES COLLECTIVITÉS LOCALES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Donne lecture de son rapport* (p. 1914).

ARTHAUD (M. René), Député du département de Vaucluse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
 = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460).

Dépôts :

Le 5 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'étude d'une réforme de l'enseignement pharmaceutique, n° 568. — Le 14 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la classification des consommateurs en matière de ravitaillement, n° 674. — Le 27 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 5 mai 1945 instituant un Ordre national des pharmaciens, n° 773. — Le 10 avril 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la

proposition de résolution de M. René Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'étude d'une réforme de l'enseignement pharmaceutique, n° 967. — Le 10 avril 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 23, relatif aux allocations familiales agricoles, de l'acte dit loi du 28 juin 1941 portant fixation du Budget de l'Exercice 1941, n° 968. — Le 12 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi fixant le statut des préparateurs en pharmacie, n° 1015. — Le 23 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi fixant le statut des préparateurs en pharmacie, n° 1172.

Interventions :

Son rapport, au nom du 1^{er} Bureau, sur les opérations électorales du département des Alpes-Maritimes (A. de 1945, p. 9). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : POPULATION : *Santé publique et subventions aux œuvres familiales* (p. 602).

ASTIER DE LA VIGERIE (M. Emmanuel d'), Député du département d'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
 = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 18 décembre 1945, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 (b) de l'ordonnance du 21 avril 1944, modifiée par l'ordonnance du 6 avril 1945, en vue de préciser les cas d'inéligibilité aux Assemblées communales, départementales et nationale, n° 125. — Le 18 décembre 1945, une proposition de résolution tendant